

# L'Étau

« L'Afrique dans un monde sans frontières »

Le titre initial de « l'ETAU » était « *la danse indansable.* », cette expression bamanan qui rend compte d'une situation qui, sans être désespérée, est d'une grande complexité. Celle dont mon livre traite est la dette extérieure qui met l'Afrique à genoux et hypothèque le processus de démocratisation. Les pays africains sont, comme on le sait, confrontés à deux exigences difficilement conciliables : honorer le service de la dette extérieure qui absorbe une bonne partie des maigres ressources de l'Etat alors que tout est faire, notamment en matière d'éducation, de santé, de lutte contre le chômage. Elus ou pas, les gouvernants africains reçoivent leurs instructions de bailleurs de fonds dont le FMI et la Banque mondiale qui assimilent démocratie et libéralisme.

Cette marche forcée de l'Afrique vers le néo-libéralisme est extrêmement douloureuse pour les couches sociales vulnérables, en l'occurrence les femmes, les enfants et les populations rurales. La plupart des mesures dites de redressement économique ont consisté à leur faire payer pour les choix erronés des politiciens et des technocrates. Cette situation étriquée est cachée aux électeurs et aux électrices qui, la plupart du temps, espèrent que des dirigeants choisis librement ont la latitude de répondre à leurs attentes et d'atténuer leur souffrance. De leurs points de vue, démocratie rime avec prospérité comme le discours dominant le miroite.

L'instabilité politique et la plupart des guerres qui sont en train de miner l'Afrique découle en partie de cette lecture erronée des enjeux de l'heure. Les gouvernants africains s'en accommodent pour plaire à leurs créanciers et pour se maintenir au pouvoir.

« L'étau » préconise que lorsque nous nous battons, en Afrique, pour la bonne organisation des élections nous nous donnons les moyens d'élire des dirigeants avisés, éclairés, voire visionnaires et qui ont un sens élevé du bien public.

Ils devront plus particulièrement faire preuve de créativité politique dans la gestion de la dette extérieure et dans la quête de réponses crédibles au chômage, à l'analphabétisme, à la dégradation des conditions de vie.

En conclusion, en même temps que la société civile interpelle la classe politique, elle se doit de questionner le F.M.I., la Banque Mondiale, l'OMC ... La levée de boucliers de la société civile mondiale à laquelle on assiste aujourd'hui atteste s'il en était besoin qu'il est grand temps de repenser l'ordre du monde. Pour l'heure, l'ouverture politique est récupérée et instrumentalisée par les Institutions de Bretton Woods et le G7.